



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
BOURGOGNE-  
FRANCHE-COMTÉ**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale  
des affaires culturelles**

Arrêté n° 2023/477                      du 03 octobre 2023  
portant prescription d'une fouille d'archéologie préventive

Le Préfet de région ;

Vu le code du patrimoine et notamment son livre V ;

Vu l'arrêté du 7 février 2022 portant définition des données scientifiques de l'archéologie et de leurs conditions de bonne conservation ;

Vu l'arrêté du 27 septembre 2004 portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques ;

Vu l'arrêté de la Ministre de la Culture du 3 juillet 2017 fixant la liste des éléments constitutifs des offres des opérateurs pour la réalisation de fouilles archéologiques préventives ;

Vu l'arrêté n° 23-56 BAG du 16 mars 2023 de Monsieur Franck ROBINE, préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté, portant délégation de signature à Madame Aymée ROGÉ, directrice régionale des affaires culturelles de la région Bourgogne-Franche-Comté ;

Vu l'arrêté publié le 27 mars 2023 portant subdélégation de signature de la Directrice régionale des affaires culturelles de Bourgogne-Franche-Comté ;

Vu la demande anticipée de prescription d'archéologie préventive présentée par le Ministère de la Justice – Délégation interrégionale grand centre pour le projet de création d'une cité judiciaire (réhabilitation et extension de l'ancienne prison) localisé à MÂCON (71), 1 rue Léonce Lex, reçue en préfecture de région, Service régional de l'archéologie, le 21 octobre 2020 ;

Vu le rapport de diagnostic réalisé par l'INRAP - Direction régionale Bourgogne-Franche-Comté, reçu en préfecture de région, Service régional de l'archéologie, le 13 octobre 2022 ;

Vu les courriels des 9 juin et 2 août 2023 du Ministère de la Justice – Délégation interrégionale grand centre confirmant la poursuite du projet d'aménagement et précisant les impacts au sol des travaux projetés (dossier reçu complet le 2 août 2023) ;

La Commission territoriale de la recherche archéologique (CTRA Est) consultée lors de sa séance des 18-21 septembre 2023 ;

Considérant que les travaux envisagés sont de nature à porter atteinte à des éléments du patrimoine archéologique (vestiges du couvent des Jacobins : périodes médiévale et moderne) ;

Considérant que les travaux précités doivent être précédés d'une étude des vestiges par une fouille archéologique ;

**ARRÊTE**

**Article 1** - Une opération de fouille archéologique est mise en œuvre préalablement à la réalisation du projet de création d'une cité judiciaire (réhabilitation et extension de l'ancienne prison) sis en :

RÉGION :	BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
DÉPARTEMENT :	SAONE-ET-LOIRE
COMMUNE :	MÂCON
Lieu-dit ou adresse :	1 Rue Léonce Lex

Cadastre : Section : AY, Parcelles : 141p, 144, 145p, 48p

Réalisé par : Ministère de la Justice, Délégation interrégionale grand centre  
Département Immobilier  
4 rue Léon Mauris – CS 17724  
21077 Dijon cedex

L'emprise soumise à la fouille, d'une superficie indicative estimée à **1 400 m<sup>2</sup>**, est figurée sur les documents graphiques annexés au présent arrêté (annexes 2 et 3).

**Article 2** - La fouille prescrite à l'article 1 sera réalisée conformément au cahier des charges scientifiques annexé au présent arrêté (annexe 1), sous la maîtrise d'ouvrage de l'aménageur désigné au même article.

Sa réalisation peut être confiée à l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) ou à un opérateur titulaire de l'habilitation ou de l'agrément prévus par les articles R.522-14 et R.522-8 du code du patrimoine. Cette habilitation ou cet agrément devra couvrir les périodes suivantes : **Moyen Age, Moderne**.

L'aménageur transmettra pour avis au préfet de région les offres recevables proposées par les opérateurs dans les conditions fixées par l'article R.523-43-1 du code du patrimoine et par l'arrêté du 3 juillet 2017 susvisé.

L'aménageur conclura avec l'opérateur retenu un contrat comportant le projet scientifique d'intervention, lequel précisera les modalités de mises en œuvre des prescriptions énoncées par le cahier des charges scientifique précité.

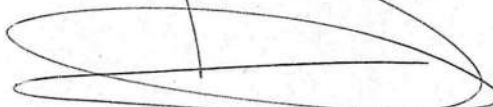
**Article 3** - La fouille ne pourra être entreprise qu'après que l'aménageur aura sollicité et obtenu l'autorisation prévue par l'article R.523-46 du code du patrimoine (délivrée par le Préfet de région : DRAC de Bourgogne-Franche-Comté / service régional de l'archéologie).

À cet effet, l'aménageur produit un dossier comprenant le contrat, daté et signé, mentionné à l'article 2, le justificatif de l'agrément de l'opérateur et, le cas échéant, la déclaration sur l'honneur prévue à l'article R.523-45 du code du patrimoine.

**Article 4** - La Directrice régionale des affaires culturelles est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Ministère de la Justice – Délégation interrégionale grand centre.

Fait à Dijon, le 03 octobre 2023

Pour le Préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté,  
et par délégation,  
Pour la Directrice régionale des affaires culturelles,  
et par subdélégation,  
Le Conservateur régional de l'archéologie

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke.

Marc TALON



## **CAHIER DES CHARGES SCIENTIFIQUE de la fouille archéologique préventive sise à :**

RÉGION : BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE,

DÉPARTEMENT : SAONE-ET-LOIRE

COMMUNE : MÂCON

Lieu-dit ou adresse : 1 rue Léonce Lex

Cadastre : Section : AY, Parcelles : 141p, 144, 145p, 48p,

relative au projet de création d'une cité judiciaire (réhabilitation et extension de l'ancienne prison).

En application de l'article 2 de l'arrêté n° 2023/477 du 03 octobre 2023, la fouille préventive sera réalisée conformément au cahier des charges scientifique ci-après.

### **1. CONTEXTE SCIENTIFIQUE ET DONNÉES DU PROJET**

#### **1.1 Préambule**

La prescription archéologique intervient en préalable au projet de création d'une cité judiciaire, porté par le Ministère de la Justice et situé au n° 1 rue Léonce Lex à Mâcon (71). Hormis la réhabilitation de bâtiments existants sur la parcelle AY 48 (bâtiments A, B et C), ce projet comprend la démolition des élévations de l'ancienne prison située sur la parcelle AY 141 (sous-sol conservé), la construction d'un bâtiment sur les parcelles AY 48, 144 et 145, la création de nouveaux accès (piétons et véhicules) depuis la rue Léonce Lex et l'aménagement des espaces extérieurs environnants (voirie, stationnement, espaces verts).

Le présent cahier des charges s'appuie sur l'état actuel de la connaissance archéologique du territoire de Mâcon et sur les résultats du diagnostic archéologique prescrit par l'arrêté n° 2020/531 du 26 octobre 2020 et réalisé en 2022 au n° 1, rue Léonce Lex sous la responsabilité de M. Daniel Barthélemy (INRAP). Le diagnostic n'a alors concerné que les parcelles AY 144, 145 et 141 (rempart antique uniquement) qui faisaient l'objet d'une demande anticipée de diagnostic effectuée par le Ministère de la Justice. Depuis l'achèvement du diagnostic archéologique le projet d'aménagement a évolué : son emprise a augmenté (ajout de la parcelle AY 48) et l'ancienne prison sise sur la parcelle AY 141 sera finalement démolie (bâtiment comprenant un niveau complet en sous-sol, conservé dans le projet).

Les résultats du diagnostic archéologique sont présentés dans le rapport élaboré par l'INRAP et intitulé « *Mâcon, 1 rue Léonce Lex. Nouvelles données sur la zone nord du plateau de la Baille* », reçu au service régional de l'archéologie le 13 octobre 2022.

#### **1.2 Principaux résultats du diagnostic archéologique**

Le diagnostic conduit en 2022 par Daniel Barthélemy (INRAP) au n° 1 rue Léonce Lex à Mâcon (71) a concerné une emprise prescrite de 1959 m². Ce diagnostic répond à la demande anticipée de prescription déposée par le Ministère de la Justice qui portait sur les parcelles AY 141, 144 et 145 visées par le projet de création d'une cité judiciaire.

Le site est localisé au cœur de Mâcon, sur le plateau de la Baille qui a accueilli l'oppidum gaulois de *Matisco* puis l'espace fortifié du *castrum* de la fin de l'Antiquité. L'emprise diagnostiquée est délimitée sur son flanc nord-ouest par un tronçon du rempart tardo-antique, partiellement conservé en élévation (une tour a disparu au droit de la prison), qui fait aussi office ici de mur de soutènement. L'opération s'inscrit plus globalement dans l'emprise de la ville antique puis de la ville médiévale et moderne de Mâcon, plus précisément à l'emplacement d'un ancien couvent des Dominicains ou Jacobins fondé au 13<sup>e</sup> s., abandonné au 16<sup>e</sup> s. puis démoli. Un hôtel particulier y est construit au 18<sup>e</sup> s. : les bâtiments qui le composent sont transformés en palais de justice et en prison au 19<sup>e</sup> s. Une grande cour fermée de hauts murs et divers bâtiments sont alors accolés au bâtiment de la prison (parcelle AY 141) et occupent l'ensemble des parcelles AY 144 et 145. Leurs fondations ont été retrouvées lors du diagnostic.

L'emprise diagnostiquée jouxte, à son angle sud-ouest, un bâtiment (bât. C) correspondant à une extension de 1981 du palais de justice sur la parcelle AY 48. Les profonds creusements nécessités par la création de niveaux

en sous-sol avaient alors donné lieu à des observations archéologiques par l'association du GAM (Groupement Archéologique du Mâconnais) : des vestiges antiques avaient été identifiés à une profondeur d'environ 6 m (maçonneries et sols), témoignant du recouvrement important des niveaux de l'Antiquité dans ce secteur. On retient également que le pourtour du bâtiment C a été impacté par ces travaux.

Le diagnostic archéologique a pris la forme de deux sondages, ouverts aux extrémités nord et sud de l'emprise. Les vestiges étant attendus à des profondeurs potentiellement importantes, le principal sondage a été calé, au nord, au plus près du rempart tardo-antique afin d'observer une éventuelle stratigraphie continue depuis le rempart vers l'intérieur de la parcelle : il a aussi permis à l'équipe de descendre ponctuellement jusqu'à une profondeur d'environ 5 m (d'après les profils de la fig. 98 en p. 96 du rapport). Le second sondage, plus modeste, a poussé la reconnaissance archéologique au sud du site jusqu'à une profondeur d'environ 2 m. Ces sondages ont été complétés par une expertise du bâti du parement externe du rempart, menée par Véronique Brunet-Gaston depuis la base extérieure du rempart, les élévations de la fortification n'étant pas visibles ni accessibles depuis l'intérieur de l'ancienne prison.

Le sondage 1, de grande ampleur, a livré une stratigraphie marquée par des apports importants de sédiments et de remblais essentiellement liés aux occupations moderne et contemporaine du lieu. La période antique n'est représentée que par des vestiges du sommet du rempart, fortement perturbés par les aménagements postérieurs. Aucun autre vestige antique n'a été identifié dans ce sondage, les niveaux d'occupation antiques étant soit enfouis plus profondément, soit détruits par les occupations suivantes. Les principaux résultats du sondage 1 sont liés à la découverte d'un bassin vivrier d'environ 50 m<sup>2</sup>, maçonné et enduit, arasé à 1,65 m sous le niveau actuel du sol et sans doute comblé à partir du 16<sup>e</sup> s. Un sol en carreaux de terre cuite en marque la limite sud. La construction du bassin remonte à la période médiévale (13<sup>e</sup> - 15<sup>e</sup> s. ?). Le bassin s'inscrit dans l'emprise d'un ancien couvent des Dominicains (ou Jacobins) fondé en 1255 et ruiné au 16<sup>e</sup> s. avant d'être remplacé par un second établissement religieux, apparemment déplacé de l'autre côté de la rue Léonce Lex, elle-même créée au 17<sup>e</sup> s. Au 18<sup>e</sup> s. divers aménagements paysagers ont été réalisés sur le site dans le cadre de la construction d'un hôtel particulier, transformé ensuite en Palais de Justice. Au fil des siècles les sols ont été progressivement rehaussés et nivelés contre le rempart sans doute lui-même surélevé ou repris. Les anciennes installations de la prison (cour et bâtiments annexes) semblent avoir principalement affecté les strates supérieures dans ce secteur compte tenu des apports précédents de remblais.

Le sondage 2, plus ponctuel et ciblé, n'a pas permis d'évaluer la puissance stratigraphique de l'occupation médiévale mais il en a précisé davantage l'état de conservation ainsi que le niveau d'apparition. Un sol en carreaux de terre cuite apparu dans ce sondage est à mettre en relation directe avec celui observé en bordure du bassin dans le sondage 1, leurs cotes d'apparition respectives étant quasiment identiques : l'équipe du diagnostic propose d'y reconnaître une galerie de circulation (cloître ?), dans le contexte du couvent médiéval. Par ailleurs la découverte ancienne d'une pierre tombale sur le site, indiquant vraisemblablement la proximité de l'église du couvent, laisse supposer que des sépultures sont susceptibles d'être conservées, à des profondeurs toutefois potentiellement importantes par rapport au niveau actuel du sol.

Les niveaux archéologiques structurés et les plus pertinents (couvent médiéval) apparaissent, au terme de ces deux sondages, à une profondeur d'environ 1,65 m à 1,80 m sous le sol actuel. Les sols médiévaux en terre cuite apparaissent à une cote moyenne de 190,10 m NGF. La puissance stratigraphique de l'horizon médiéval n'est pas connue en l'état et le substrat stérile n'a pas été atteint. Les niveaux antiques restent hors de portée au regard des caractéristiques du projet d'aménagement.

### **1.3 Données techniques et terrassements du projet**

Les impacts au sol des travaux projetés ont été précisés par le maître d'ouvrage par courriels des 9 juin et 2 août 2023 qui renseignent les modalités de construction du nouveau bâtiment ainsi que les principaux terrassements prévisionnels du projet :

- le nouveau bâtiment, sans sous-sol, sera construit sur une quarantaine de pieux ancrés à 19 m de profondeur et impliquera par ailleurs un décapage général à une cote annoncée de 190,60 m NGF (altitudes moyennes du sol actuel : 191,40 m sur la parcelle AY 48 et 192,10 m NGF sur les parcelles diagnostiquées). Chaque longrine nécessitera un terrassement en tranchée à 190,20 m NGF tandis que les têtes de pieux seront recépées à 189,70 m NGF ;

- les terrassements pour la création des voiries et des places de stationnement atteindront la cote de 190,18 m au

plus bas (à l'entrée sud du parking), les terrassements pour la partie nord du futur parking intervenant plus haut (à 191,10 m NGF), suivant en cela le dénivelé actuel du terrain.

## **2. OBJECTIFS ET PRINCIPES MÉTHODOLOGIQUES**

### **2.1 Emprise et modalités d'exécution de la fouille**

La fouille archéologique portera sur l'emprise des travaux projetés qui sont susceptibles d'impacter, directement ou indirectement, les vestiges. L'emprise de la fouille est figurée sur les plans annexés à la prescription (annexes 2 et 3) et représente une superficie indicative estimée à **1400 m<sup>2</sup>**.

La fouille se déroulera en **une seule phase continue** sur le terrain.

La fouille portera sur l'épaisseur des strates présentes dans l'emprise ainsi définie **jusqu'à la cote de 189,70 m NGF** correspondant à la cote des terrassements les plus profonds du projet, tels qu'identifiés en l'état actuel du projet. Cette cote marque le niveau d'arrêt de la fouille en profondeur.

Néanmoins la compréhension des ensembles clos et des vestiges à caractère ponctuel rencontrés en fond de fouille (fossés, fosses, TP, ...) pourra nécessiter qu'ils soient fouillés dans leur intégralité, y compris s'ils se poursuivent en profondeur sous la cote précédemment indiquée, sauf mise en œuvre de mesures de protection spécifiques par le maître d'ouvrage (MO) permettant de garantir l'intégrité physique desdits vestiges pendant le déroulement des travaux. La décision de fouiller ou non ces vestiges relèvera de la DRAC (SRA) après concertation avec le maître d'ouvrage et l'opérateur archéologique, en fonction d'une part de la nature, de l'emplacement et de l'intérêt des vestiges concernés et d'autre part des mesures de protection éventuellement proposées par le MO.

Les altitudes moyennes du sol actuel étant de 191,40 m NGF (parcelle AY 48) et de 192,10 m NGF (parcelles AY 144-145), la fouille concernera une puissance stratigraphique de l'ordre de 1,70 m à 2,40 m selon les secteurs. L'épaisseur des niveaux structurés de la stratification médiévale accessible est évaluée à environ 0,50 m.

D'une manière générale **la fouille archéologique interviendra en préalable aux travaux du projet** conformément à l'article R523-17 du code du patrimoine, mais après les démolitions préparatoires nécessaires à la fois au projet d'aménagement et à la réalisation de la fouille (sans purge de fondations, dessouchage d'arbres ou autres travaux impactant le sol, sauf modalités contraires éventuellement convenues avec l'opérateur archéologique après accord de la DRAC/service régional de l'archéologie).

L'opération archéologique se déroulera sans co-activité avec les entreprises chargées des travaux du projet, sauf dispositions particulières éventuelles qui, le cas échéant, nécessiteront l'accord préalable de la DRAC / service régional de l'archéologie et de l'opérateur archéologique.

Les installations de chantier nécessaires au déroulement de la fouille archéologique seront localisées en dehors de l'emprise à fouiller. Les déblais issus du décapage archéologique seront évacués au fur et à mesure du déroulement de l'opération et stockés en dehors de l'emprise à fouiller.

### **2.2 Objectifs scientifiques**

La sauvegarde par l'étude des éléments du patrimoine archéologique sera assurée par la réalisation d'une fouille archéologique préventive qui sera conduite de façon à établir le plus précisément et le plus complètement possible les différentes séquences, phases et périodes d'occupation rencontrées dans les limites de l'emprise définie au chapitre 2.1. L'opération aboutira à l'identification, la localisation, la caractérisation (description, stratigraphie, datation, etc.) et en général l'étude des vestiges archéologiques afin de restituer l'histoire et les modalités de l'occupation anthropique du site. L'étude rapprochera les données ainsi recueillies de l'ensemble des données archéologiques déjà connues dans l'environnement du site pour les périodes concernées, afin d'en dégager des conclusions élargies.

Il s'agira en priorité d'établir le plan des derniers états architecturaux du couvent des Dominicains (ou Jacobins),



en identifiant l'organisation et l'évolution spatiales et fonctionnelles de l'établissement dans l'emprise fouillée, et d'en appréhender la chronologie.

L'opération s'intéressera de manière plus succincte aux niveaux de terre recouvrant les vestiges du couvent et attribués à la période moderne : on cherchera notamment à identifier et à caractériser les éventuels niveaux de jardin d'ornement ou de potager. Une étude géoarchéologique participera à l'appréhension et à la détermination des processus de stratification et de sédimentation ayant abouti à la formation de ces niveaux.

Des datations absolues (14C ou autres) contribueront à la détermination de la chronologie des événements, en complément des autres éléments datants (mobilier).

L'ensemble des données archéologiques recueillies seront à mettre en relation avec les données historiques et urbanistiques relatives à l'organisation et à l'occupation ancienne de ce quartier de Mâcon, impliquant la réalisation d'une étude documentaire à partir des archives disponibles.

## 2.3 Principes méthodologiques

### Préparation documentaire de l'opération

Pour l'élaboration de leur stratégie d'intervention, l'opérateur archéologique et le responsable scientifique de l'opération prendront connaissance :

- > du contexte scientifique global de l'opération et des données acquises lors du diagnostic réalisé par M. Barthélémy en 2022 dont le rapport a été précédemment cité (consultable à la DRAC Bourgogne-Franche-Comté / service régional de l'archéologie selon les dispositions de la circulaire du 26 mars 1993),
- > de l'ensemble de la documentation scientifique nécessaire à la préparation et au bon déroulement de l'opération : notamment les rapports des opérations et découvertes archéologiques réalisées à Mâcon,
- > des composantes et des modalités d'exécution du projet d'aménagement porté par le Ministère de la Justice.

### Plans et relevés

Dès le décapage et tout au long de la fouille, des plans topographiques détaillés seront établis par l'opérateur chaque fois que nécessaire. Les amorces du quadrillage Lambert (L. 93) seront figurées sur les plans ainsi établis et les altitudes rattachées au nivellement général de la France (NGF).

De manière générale les relevés graphiques seront localisés sur un plan ; une restitution de la cote d'apparition des vestiges et des niveaux ainsi que l'épaisseur des terres décapées devront être figurées. Les limites de fouille devront être géolocalisées précisément sur un fond cadastral à une échelle significative.

### Prélèvements, analyses et mobilier

Au cours de la fouille, seront réalisés tous tamisages et prélèvements utiles pour l'approche géoarchéologique et paléoenvironnementale ainsi que pour la datation absolue des vestiges. L'opérateur devra veiller à ce que les délais de rendu des analyses et datations soient compatibles avec ceux de rendu du rapport.

L'opérateur prévoira également :

- > une **provision** financière pour des **analyses spécialisées** et pour la réalisation de **datations absolues** ;
- > une **provision** financière pour les frais de **stabilisation / consolidation du mobilier fragile** pouvant être mis au jour pendant la fouille.

L'opérateur proposera un protocole de tri et de traitement du mobilier pour identification et étude comprenant les mesures conservatoires éventuellement nécessaires. À cet effet il fera appel, en tant que de besoin, à la participation de spécialistes et/ou de laboratoires compétents pour le prélèvement, le traitement et l'étude du mobilier issu de la fouille.

### Phase d'étude (travaux post-fouille)

La phase de terrain sera suivie d'une phase d'étude qui consistera à traiter, analyser et interpréter les données recueillies au cours de la phase de terrain, pour aboutir à la remise d'un rapport final d'opération (mise au propre des relevés, sélection et traitement des photographies, interprétation des vestiges et attribution chronologique, description et datation du mobilier archéologique, analyse et exploitation des écofacts, etc).

L'équipe procédera, selon les normes d'usage, au dessin des mobiliers caractéristiques et représentatifs des périodes abordées au cours de la fouille ainsi que de tous autres objets permettant de compléter ou d'enrichir les corpus existants.

Les résultats de la fouille seront comparés et mis en relation avec les données des sites comparables les plus proches et pertinents. L'ensemble des données sera synthétisé in fine, de manière à pouvoir dresser un tableau cohérent de l'organisation des vestiges et de leur évolution dans le temps. Ce tableau synthétique sera enfin

comparé aux résultats obtenus sur des sites équivalents, en Bourgogne-Franche-Comté et au-delà.

#### Sous-traitance scientifique

En application de l'article L. 523-9-II du code du Patrimoine, lorsque l'opérateur archéologique souhaite sous-traiter une prestation scientifique afférente à la fouille, il doit en faire la déclaration à l'État.

### **3. CONDITIONNEMENT ET INVENTAIRE DE LA DOCUMENTATION ET DU MOBILIER**

Avant remise à l'État, la documentation scientifique (papier et/ou numérique) constituée pendant l'opération et le mobilier archéologique seront inventoriés et conditionnés selon les normes définies dans l'arrêté du 7 février 2022 portant définition des données scientifiques de l'archéologie et de leurs conditions de bonne conservation, et selon la note diffusée par le service régional de l'archéologie (« *protocole pour la conservation, le conditionnement, l'inventaire et la remise de la documentation scientifique et du mobilier issus des opérations archéologiques* »). Celle-ci, consultable sur le site internet de la DRAC, peut être adressée, sur simple demande, par courrier ou courriel. Le traitement éventuel du mobilier sera réalisé conformément à cette même note.

Dans le cas où, pour des impératifs liés aux études, le mobilier devait être transféré hors de la région Bourgogne – Franche-Comté, le titulaire de l'autorisation en avertira, par courrier ou courriel, le service régional de l'archéologie. La sortie éventuelle de mobilier en dehors du territoire national est soumise à autorisation écrite préalable.

### **4. TRANCHE CONDITIONNELLE**

Considérant l'incertitude qui pèse sur la présence potentielle de sépultures dans l'emprise prescrite, le contrat de fouille comportera également une tranche conditionnelle (TC) qui sera provisionnée pour ajuster les moyens d'intervention nécessaires à **la fouille et l'étude de 10 sépultures complètes**.

La TC pourra être déclenchée **3 fois** et comprendra les moyens nécessaires à la fouille (terrain) et à l'étude des éléments recueillis (post-fouille).

Le **déclenchement, partiel ou intégral**, de la tranche conditionnelle sera décidé par la DRAC (service régional de l'archéologie) en fonction du nombre des sépultures effectivement mises au jour. Le coût et les modalités pratiques de mise en œuvre de la tranche conditionnelle seront précisés dans le contrat passé entre l'aménageur et l'opérateur archéologique.

### **5. RESPONSABLE SCIENTIFIQUE, COMPOSITION INDICATIVE D'ÉQUIPE ET DÉROULÉ DE L'OPÉRATION**

#### **5.1 Responsable d'opération**

La responsabilité de la fouille sera confiée à un **archéologue médiéviste, expérimenté dans la fouille et l'étude de contextes stratifiés**. Il devra assurer la direction effective de l'ensemble de l'opération, sur le terrain et pendant l'étude.

L'opérateur proposera, dans son projet scientifique d'intervention, le nom du responsable d'opération envisagé et fournira son *curriculum vitae* actualisé listant notamment les opérations en cours auxquelles il participe, notamment en tant que responsable d'opération. Ces documents devront permettre d'établir sa disponibilité réelle pour mener l'opération dans les délais impartis, remise du rapport comprise.

#### **5.2 Composition indicative d'équipe**

Le responsable d'opération sera assisté d'une équipe rompue à la fouille et à l'étude des structures archéologiques rencontrées sur ce type d'opération. L'équipe comportera notamment des techniciens de fouille et un topographe.

L'opérateur indiquera le nombre des techniciens de fouille qui interviendront en phase terrain et en phase d'étude, et leurs compétences spécifiques le cas échéant.

### 5.3 Compétences particulières

Des spécialistes, dont **un géoarchéologue et un archéo-anthropologue** (ce dernier en cas de déclenchement de la tranche conditionnelle), interviendront pour l'étude du contexte paléoenvironnemental des occupations fouillées, des sépultures, du mobilier, de la faune et des prélèvements. L'étude documentaire à réaliser sur l'histoire urbaine du quartier nécessitera de faire appel à un **archéologue ou historien familiarisé dans les recherches en archives**.

L'opérateur précisera, dans son projet scientifique d'intervention, les qualifications des spécialistes pressentis et fournira leur CV actualisé.

Il indiquera également le nom des laboratoires qui seront sollicités pour le traitement du mobilier, des écofacts, des analyses et datations.

### 5.4 Déroulé de l'opération / contrôle scientifique et technique

#### Phase de terrain (fouille)

Le responsable scientifique de l'opération informera le conservateur régional de l'archéologie, au moyen de **comptes rendus hebdomadaires** envoyés par courriel au représentant du service régional de l'archéologie, de l'état d'avancement de l'opération sur le terrain et de l'adéquation des moyens mis en œuvre pour la fouille. Chaque compte rendu indiquera notamment le nombre des jours/hommes consommés pour la fouille au jour d'établissement du compte rendu.

Le responsable scientifique de l'opération prendra toutes les mesures conservatoires qui s'imposent pour le mobilier archéologique mis au jour. Il devra informer immédiatement le conservateur régional de l'archéologie de toute découverte archéologique immobilière ou mobilière d'intérêt majeur et prendre les mesures conservatoires nécessaires.

Des réunions de chantier périodiques seront calées entre le service régional de l'archéologie et le responsable scientifique de l'opération, dans le cadre du contrôle technique et scientifique prévu à l'article R. 523-60 du code du patrimoine. Le service régional de l'archéologie pourra également effectuer des contrôles imprévisibles.

#### Phase d'étude (post-fouille)

Le responsable d'opération informera régulièrement, par courriel, le représentant du service régional de l'archéologie de l'avancement des études et du rapport par des **comptes rendus trimestriels ou semestriels** qui indiqueront notamment le nombre des jours/hommes consommés pour la post-fouille au jour d'établissement du compte rendu.

## 6. DURÉE PRÉVISIBLE DE L'OPÉRATION (TRANCHE FERME ET TRANCHE CONDITIONNELLE)

### 6.1 Tranche ferme

#### Phase de terrain (fouille)

Compte tenu des caractéristiques de la fouille à mener, des objectifs assignés à l'opération et des conditions d'appréhension des vestiges, la durée de la phase de terrain ne pourra pas être inférieure à 40 jours ouvrés (décapage inclus).

#### Phase d'étude (post-fouille)

Le volume total de jours/hommes provisionné pour la phase d'étude ne pourra pas être inférieur à 100 % du volume total de jours/hommes prévu pour la phase de terrain.



## 6.2 Tranche conditionnelle (10 sépultures)

### Phase de terrain (fouille)

La durée de la phase terrain de la TC ne pourra pas être inférieure à 5 jours ouvrés.

### Phase d'étude (post-fouille)

Le volume total de jours/hommes provisionné pour la phase d'étude de la TC ne pourra pas être inférieur à 100 % du volume total de jours/hommes prévu pour la phase de terrain de la TC.

La TC est déclenchable trois fois.

## 7. CONTENU DU PROJET SCIENTIFIQUE D'INTERVENTION DE L'OPÉRATEUR

Le projet scientifique d'intervention proposé par l'opérateur comprendra, conformément aux articles L. 523-9 et R. 523-43-1 du code du patrimoine et à l'arrêté du 3 juillet 2017, une présentation articulée autour de deux volets principaux :

### > modalités de réalisation de l'opération (phases de préparation, de terrain et d'étude), notamment :

- l'exposé du contexte scientifique et de l'intervention,
- les méthodes et techniques utilisées,
- les moyens humains et matériels prévus, en détaillant les différents postes et les jours/hommes prévus pour chacun,
- la présentation des compétences et expériences de l'équipe scientifique au regard de l'opération,
- les mesures de prévention des risques et en matière d'hygiène et de sécurité ;

### > conditions de mise en œuvre du projet scientifique d'intervention, notamment :

- les dates et durées prévisionnelles de réalisation de l'opération, détaillées pour les phases de préparation, d'intervention sur le terrain, d'étude et de rédaction du rapport. Un planning prévisionnel figurera le déroulé de l'opération dans le temps ainsi que la composition de l'équipe par semaine et par type de poste ;
- le cas échéant, les conditions de mise à disposition et de mise en sécurité du terrain par l'aménageur nécessaires pour la réalisation de l'opération.

Le prix de l'opération sera présenté par poste de dépense et détaillé pour les phases de préparation, d'intervention sur le terrain, d'étude et de rédaction du rapport pour chacune des tranches de l'opération (ferme et conditionnelle).

## 8. RAPPORT FINAL D'OPÉRATION

Le rapport final d'opération devra prendre en compte et intégrer les données issues du diagnostic archéologique et des découvertes anciennes et récentes concernant le secteur. Il sera fourni au Préfet de région (DRAC – service régional de l'archéologie) en au moins **5 exemplaires reliés** (+ 1 exemplaire supplémentaire pour l'INRAP s'il n'est pas l'opérateur retenu, conformément aux articles L. 523-11 et R. 523-63 du code du patrimoine). Ils seront accompagnés d'une **version numérique au format PDF**.

Le rapport comportera un bilan précis des moyens techniques et humains réellement mis en œuvre pour la réalisation de l'opération si ceux-ci devaient différer des moyens initialement prévus dans le projet scientifique d'intervention.

Ce rapport devra, selon la législation en vigueur, être remis **au maximum 24 mois** après la fin de l'opération sur le terrain.

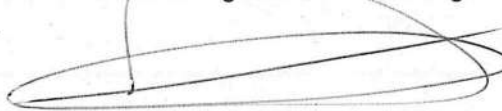
Le rapport sera rédigé en français ainsi que l'ensemble de la documentation constituée lors de l'opération

archéologique. Il comportera tous les éléments prévus par l'arrêté du 27 septembre 2004 portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques et les articles R. 546-1 à R. 546-6 du Code du patrimoine, notamment une présentation synthétique, avec mise en perspective des résultats de l'opération par rapport à l'occupation du sol dans le secteur, et par rapport aux problématiques actuelles concernant les périodes représentées par les vestiges étudiés.

Le Préfet de région vérifiera la conformité du rapport avec les prescriptions énoncées et pourra le valider après évaluation scientifique et consultation de la Commission Territoriale de la Recherche Archéologique (CTRA).

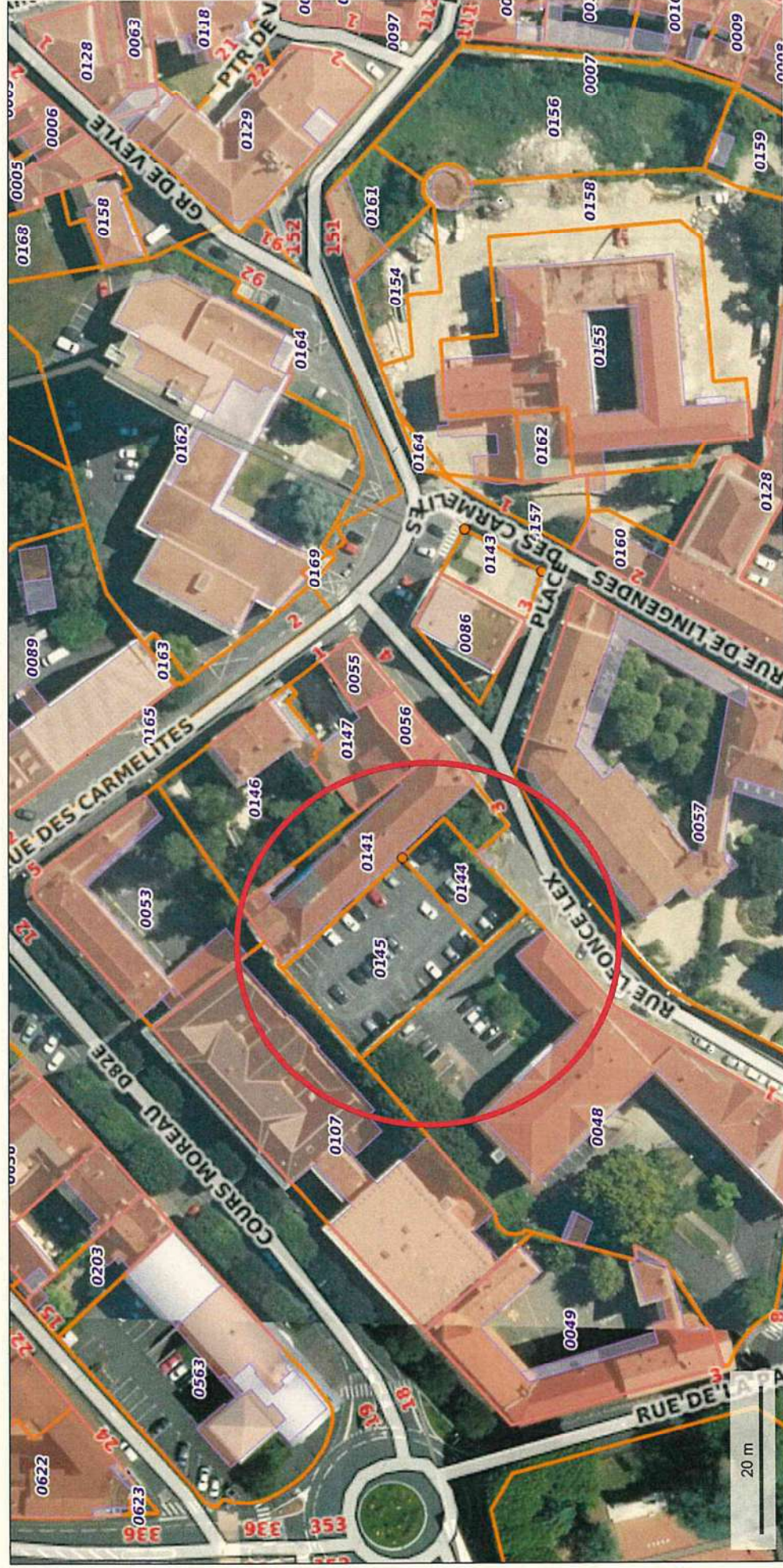
A Dijon, le 04 OCT. 2023

Le Conservateur régional de l'archéologie

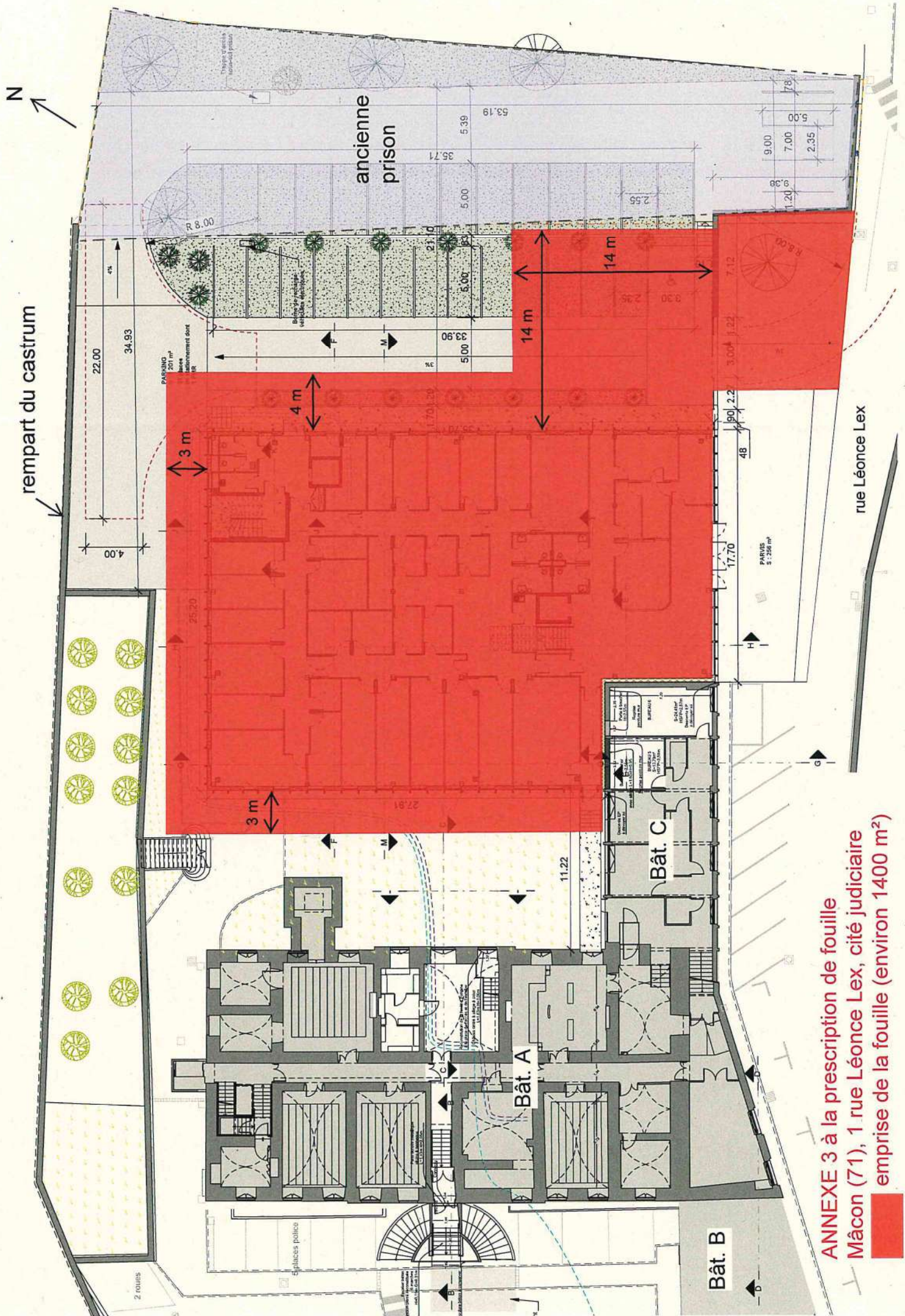
A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and strokes, positioned above the name Marc TALON.

Marc TALON









**ANNEXE 3 à la prescription de fouille**  
**Mâcon (71), 1 rue Léonce Lex, cité judiciaire**  
**emprise de la fouille (environ 1400 m<sup>2</sup>)**